



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 13 juin 2018 — N° 350

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Félicitations aux élèves et parents impliqués durant l'année scolaire.*
- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *Départ à la retraite de Nicole Léger.*
- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *Souligner le travail de la Fondation Madeli-Aide.*
- Le député de Lévis sur le sujet suivant : *Souligner les initiatives de Louis-Philippe Labbé pour La grande journée des petits entrepreneurs.*
- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Le Club de tennis de Hull a 20 ans.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *Forum social de Rosemont.*
- Le député de Vanier-Les Rivières sur le sujet suivant : *Hommage à l'école secondaire Vanier pour le projet Film Clip.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *La dernière minute du député.*
- Le député de Huntingdon sur le sujet suivant : *Souligner les 45 ans du Club Optimiste de Huntingdon.*
- Le député de Sherbrooke sur le sujet suivant : *Sherbrooke, destination estivale par excellence pour les familles.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale sur les suites du mandat d'enquête découlant de la motion présentée par le député de Groulx en vertu des articles 324 à 327 du Règlement.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Reprise du débat, ajourné le 16 mai 2018, sur la motion inscrite par le député de Groulx en vertu des articles 324 à 327 du Règlement :

QUE l'Assemblée déclare que le Commissaire ad hoc à l'éthique et à la déontologie, Me Jacques Saint-Laurent, a porté atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée et de l'un de ses membres, le 24 novembre 2017, en affirmant qu'il allait faire du député de Groulx son bouc émissaire.

En raison de la motion de renvoi adoptée le 16 mai 2018 en vertu de l'article 325 du Règlement, la reprise du débat ne peut avoir lieu avant le dépôt du rapport de la Commission de l'Assemblée nationale

Rapport de la Commission de l'Assemblée nationale déposé le 7 juin 2018

Conformément aux articles 320 et 327 du Règlement, l'Assemblée doit statuer sur ce rapport au plus tard le 22 juin 2018

Vote sur le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale reporté le
12 juin 2018

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 2) Le rapport de la Commission de l'administration publique qui, les 7 et 13 février, les 15, 21, 28 et 29 mars, le 18 avril ainsi que les 8, 15 et 31 mai 2018, a procédé à l'audition des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics portant sur : le chapitre 4 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Travaux sylvicoles », la gestion administrative et les engagements financiers du Vérificateur général du Québec, la gestion administrative de la Régie de l'assurance maladie du Québec, le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Les résidences privées pour aînés : plus que de simples entreprises de location résidentielle », la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et le chapitre 5 du rapport de l'automne 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Intégration des personnes immigrantes : services individuels de soutien à l'installation et à l'intégration », le rapport d'audit particulier du Vérificateur général du Québec intitulé « Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : gestion contractuelle » et le suivi de la recommandation 3.1 du 36^e rapport de la Commission de l'administration publique et le rapport 2014-2015 du président du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes concernant l'application de la Loi sur l'administration publique. Le rapport contient des observations, des conclusions et 16 recommandations

Rapport déposé le **12 juin 2018**

Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 du Règlement, la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **27 juin 2018**

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 3) Projet de loi n^o 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

4) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

5) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

6) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

7) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

8) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **19 septembre 2017**

- 9) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 10) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**
- 11) Projet de loi n° 119
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**
- 12) Projet de loi n° 123
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**
- 13) Projet de loi n° 160
Loi confirmant certaines conditions de travail applicables aux cadres des établissements de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **23 novembre 2017**
- 14) Projet de loi n° 161
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
Présenté par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs le **8 décembre 2017**
- 15) Projet de loi n° 168
Loi visant à favoriser l'accès à la justice et à en accroître l'efficacité
Présenté par la ministre de la Justice le **8 décembre 2017**

- 16)** Projet de loi n° 172
Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation afin principalement d'instaurer une politique bioalimentaire
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le **12 avril 2018**
- 17)** Projet de loi n° 174
Loi visant principalement à assouplir le régime d'assurance parentale afin de favoriser une meilleure conciliation famille-travail
Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **22 mars 2018**
- 18)** Projet de loi n° 175
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le **9 mai 2018**
- 19)** Projet de loi n° 179
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels
Présenté par la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **17 mai 2018**
- 20)** Projet de loi n° 183
Loi visant principalement à renforcer le rôle du protecteur de l'élève et son indépendance
Présenté par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport le **16 mai 2018**
- 21)** Projet de loi n° 187
Loi sur la protection de la confidentialité des sources journalistiques
Présenté par la ministre de la Justice le **15 mai 2018**
- 22)** Projet de loi n° 188
Loi modifiant la Loi électorale et d'autres lois concernant la protection des renseignements personnels des électeurs
Présenté par la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **6 juin 2018**

23) Projet de loi n° 189

Loi visant principalement à confier la charge de la surveillance des décrets de convention collective à la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail

Présenté par la ministre responsable du Travail le **29 mai 2018**

24) Projet de loi n° 401

Loi visant principalement à améliorer la qualité des bâtiments, l'encadrement de la copropriété divise et le fonctionnement de la Régie du logement

Présenté par la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation le **12 juin 2018**

Étude détaillée en commission

25) Projet de loi n° 53

Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016

Principe adopté le **30 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

26) Projet de loi n° 118

Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux

Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017

Principe adopté le **23 février 2017**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 27) Projet de loi n° 400
Loi modifiant la Loi concernant la succession de l'honorable Trefflé Berthiaume et la Compagnie de Publication de La Presse, Limitée
Présenté par la ministre de la Culture et des Communications le 31 mai 2018
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le 7 juin 2018
Principe adopté le **11 juin 2018**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Prise en considération de rapports de commissions

- 28) Projet de loi n° 184
Loi favorisant l'établissement d'un service public de recharge rapide pour véhicules électriques
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le 15 mai 2018
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 6 juin 2018
Principe adopté le 7 juin 2018
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles déposé le **12 juin 2018**

Adoption

- 29) Projet de loi n° 128
Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 13 avril 2017
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 27 mars 2018
Principe adopté le 5 juin 2018
Rapport de la Commission des institutions adopté le **11 juin 2018**
- 30) Projet de loi n° 141
Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières
Présenté par le ministre des Finances le 5 octobre 2017
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 6 février 2018
Principe adopté le 15 février 2018
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le **12 juin 2018**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 31) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires âgés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 32) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 33) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 34) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 35) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 36) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 37) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

- 38)** Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 39)** Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 40)** Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 41)** Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 42)** Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 43)** Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 44)** Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 45)** Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 46)** Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

- 47) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 48) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 49) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**
- 50) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 51) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 52) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 53) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 54) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 55) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**

- 56)** Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 57)** Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 58)** Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**
- 59)** Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 60)** Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 61)** Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 62)** Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 63)** Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**

- 64)** Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 65)** Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**
- 66)** Projet de loi n° 697
Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice
Présenté par le député de Borduas le **11 mai 2017**
- 67)** Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**
- 68)** Projet de loi n° 790
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**
- 69)** Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**
- 70)** Projet de loi n° 792
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**

- 71) Projet de loi n° 793**
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**
- 72) Projet de loi n° 794**
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**
- 73) Projet de loi n° 795**
Loi proclamant le Mois de l'eau
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**
- 74) Projet de loi n° 796**
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 juin 2017**
- 75) Projet de loi n° 797**
Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu
Présenté par le député de Borduas le **30 mai 2017**
- 76) Projet de loi n° 798**
Loi visant à encadrer l'exploitation des établissements d'hébergement touristique de catégorie « résidences de tourisme » et à définir le rôle et les responsabilités des intermédiaires de location en ligne
Présenté par le député de Mercier le **26 avril 2017**
- 77) Projet de loi n° 799**
Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels dans le but de supprimer l'obligation d'être citoyen canadien pour être membre du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel
Présenté par le député de Mercier le **10 mai 2017**
- 78) Projet de loi n° 890**
Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice
Présenté par le député de Borduas le **18 mai 2017**

- 79)** Projet de loi n° 891
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de modifier la procédure de fixation et de révision du salaire minimum
Présenté par le député de Gouin le **4 octobre 2017**
- 80)** Projet de loi n° 892
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin d'encadrer la diffusion des états financiers des organismes qui sont assujettis à cette loi
Présenté par le député de Granby le **14 juin 2017**
- 81)** Projet de loi n° 894
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin que le papillon amiral soit reconnu comme insecte emblématique du Québec
Présenté par le député de Saint-Jean le **15 juin 2017**
- 82)** Projet de loi n° 895
Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **17 mai 2017**
- 83)** Projet de loi n° 896
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **9 juin 2017**
- 84)** Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation
Présenté par le député de Chambly le **1^{er} juin 2017**
- 85)** Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour permettre aux parents d'inscrire leur enfant dans l'école de leur choix
Présenté par le député de Chambly le **15 juin 2017**
- 86)** Projet de loi n° 899
Loi visant à reconnaître l'autonomie des municipalités en matière d'aménagement du territoire et de protection des sources d'eau potable
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **7 juin 2017**

- 87)** Projet de loi n° 990
Loi interdisant la fracturation hydraulique et la stimulation chimique des puits sur tout le territoire du Québec
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **13 juin 2017**
- 88)** Projet de loi n° 991
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Rosemont le **14 juin 2017**
- 89)** Projet de loi n° 994
Loi modifiant la Loi sur la distribution de produits et services financiers dans le but d'instaurer un registre des assurances individuelles sur la vie pour assurer le paiement des produits d'assurance-vie aux bénéficiaires concernés
Présenté par le député de Borduas le **22 novembre 2017**
- 90)** Projet de loi n° 995
Loi modifiant la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture afin que les contrats d'arrangements préalables de services funéraires soient inscrits au registre des droits personnels et réels mobiliers
Présenté par le député de Borduas le **22 novembre 2017**
- 91)** Projet de loi n° 996
Loi modifiant le Code de procédure civile afin de faciliter l'exécution forcée des jugements en matière de recouvrement de petites créances
Présenté par le député de Borduas le **18 avril 2018**
- 92)** Projet de loi n° 997
Loi encadrant le commerce en ligne et visant à assurer l'équité fiscale envers le commerce traditionnel et local
Présenté par le député de Mercier le **1^{er} novembre 2017**
- 93)** Projet de loi n° 998
Loi visant principalement à faciliter l'accès au marché du travail aux personnes qui font partie d'une minorité visible en raison de leur origine ethnique ou de la couleur de leur peau et à lutter contre la discrimination et le racisme
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 novembre 2017**

- 94)** Projet de loi n° 999
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'améliorer les conditions de travail minimales et de favoriser la conciliation travail-famille
Présenté par le député de Gouin le **15 novembre 2017**
- 95)** Projet de loi n° 1090
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'assurer l'indépendance des membres du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par le député de Masson le **15 novembre 2017**
- 96)** Projet de loi n° 1091
Loi modifiant la Loi sur les transports pour rééquilibrer le partage de la contribution des automobilistes au transport en commun au sein de la Communauté métropolitaine de Québec
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 février 2018**
- 97)** Projet de loi n° 1092
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'interdire les clauses de disparité de traitement entre les salariés
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 novembre 2017**
- 98)** Projet de loi n° 1093
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour limiter et encadrer les contributions financières exigées des parents
Présenté par le député de Chambly le **22 mars 2018**
- 99)** Projet de loi n° 1094
Loi proclamant le Mois du patrimoine hispanique
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **6 décembre 2017**
- 100)** Projet de loi n° 1095
Loi permettant l'utilisation de textiles recyclés pour le rembourrage dans une perspective de développement durable
Présenté par la députée de Vachon le **19 avril 2018**
- 101)** Projet de loi n° 1096
Loi visant à favoriser la justice participative en facilitant le recours à un mode de prévention et de règlement des différends
Présenté par le député de Borduas le **18 avril 2018**

- 102)** Projet de loi n° 1097
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député de Gouin le **22 mars 2018**
- 103)** Projet de loi n° 1098
Loi modifiant le Code d'éthique et de déontologie des membres de
l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Groulx le **21 mars 2018**
- 104)** Projet de loi n° 1099
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec
Présenté par le député de Rousseau le **19 avril 2018**
- 105)** Projet de loi n° 1191
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à
l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **2 mai 2018**
- 106)** Projet de loi n° 1193
Loi encadrant les communications des organismes publics
Présenté par le député de La Peltrie le **15 mai 2018**
- 107)** Projet de loi n° 1194
Loi modifiant la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels afin
d'inclure les notions d'exploitation sexuelle et de traite des personnes
Présenté par la députée de Repentigny le **31 mai 2018**
- 108)** Projet de loi n° 1195
Loi concernant la lutte contre les retards de paiement dans les transactions
commerciales
Présenté par la députée de Chicoutimi le **6 juin 2018**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

109) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

110) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche

Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

111) Projet de loi n° 211

Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins

Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

112) Projet de loi n° 214

Loi concernant la Ville de Drummondville

Présenté par le député de Drummond-Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

113) Projet de loi n° 221

Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield

Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

114) Projet de loi n° 225

Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy

Présenté par le député de Richelieu le **11 mai 2017**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

115) Projet de loi n° 231

Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **15 novembre 2017**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

- 116)** Projet de loi n° 232
Loi visant à interdire à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux d'exploiter un stationnement payant sur le territoire de la Ville de Belœil
Présenté par le député de Borduas le **7 décembre 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 117)** Projet de loi n° 235
Loi modifiant la Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie
Présenté par le député de Vanier-Les Rivières le **9 mai 2018**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 118)** Projet de loi n° 236
Loi concernant la Ville de Sherbrooke
Présenté par le député de Saint-François le **9 mai 2018**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 119)** Projet de loi n° 237
Loi modifiant la Loi de la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau – Hauterive
Présenté par le député de René-Lévesque le **9 mai 2018**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 120)** Projet de loi n° 238
Loi concernant les immunités accordées à l'Agence mondiale antidopage
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le **10 mai 2018**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 121)** Projet de loi n° 239
Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans le site patrimonial de Percé
Présenté par le député de Gaspé le **15 mai 2018**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 122)** Projet de loi n° 240
Loi concernant La Fabrique de la paroisse Saint-Jacques-le-Majeur
Présenté par le député de D'Arcy-McGee le **15 mai 2018**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

123) Projet de loi n° 241

Loi visant à déclarer la compétence d'un célébrant

Présenté par la députée de Pointe-aux-Trembles le **31 mai 2018**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

124) 31 mai 2018

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, en vertu de l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 10 juin 2018.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 225**, Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy (mandat confié le 11 mai 2017).
- **Projet de loi n° 231**, Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe (mandat confié le 15 novembre 2017).
- **Projet de loi n° 236**, Loi concernant la Ville de Sherbrooke (mandat confié le 9 mai 2018).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 239**, Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans le site patrimonial de Percé (mandat confié le 15 mai 2018).
- **Projet de loi n° 400**, Loi modifiant la Loi concernant la succession de l'honorable Trefflé Berthiaume et la Compagnie de Publication de La Presse, Limitée (mandat confié le 11 juin 2018).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 237**, Loi modifiant la Loi de la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau – Hauterive (mandat confié le 9 mai 2018).

Mandat conféré par une loi

- Audition du président du conseil d'administration et chef de la direction de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission.
- Audition de l'Alliance de l'industrie touristique du Québec.
- Audition du président-directeur général du Conseil de gestion de l'assurance parentale sur sa gestion administrative et sur la gestion du Fonds d'assurance parentale.
- Examen du rapport sur la mise en œuvre de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.
- Examen des rapports sur les activités financées par le Fonds québécois d'initiatives sociales.
- Examen du rapport intitulé « Résultats des actions menées dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».
- Examen du rapport intitulé « Améliorer la situation économique des personnes : un engagement continu ».
- Examen du rapport intitulé « Traitement des pensions alimentaires pour enfants dans les programmes gouvernementaux ».

Mandat d'initiative

- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 235**, Loi modifiant la Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie (mandat confié le 9 mai 2018).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 238**, Loi concernant les immunités accordées à l'Agence mondiale antidopage (mandat confié le 10 mai 2018).
- **Projet de loi n° 240**, Loi concernant La Fabrique de la paroisse Saint-Jacques-le-Majeur (mandat confié le 15 mai 2018).
- **Projet de loi n° 241**, Loi visant à déclarer la compétence d'un célébrant (mandat confié le 31 mai 2018).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).
- **Projet de loi n° 232**, Loi visant à interdire à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux d'exploiter un stationnement payant sur le territoire de la Ville de Belœil (mandat confié le 7 décembre 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 305) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **10 mai 2018**
À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie

L'Association des Arches du Québec regroupe huit communautés dans la province. Les Arches permettent à des personnes vivant avec ou sans déficience intellectuelle de cohabiter ensemble. Cette proximité permet de briser des barrières et de créer des liens solides entre les membres de la communauté.

Membre de l'association provinciale, l'Arche Beloeil a pour mission d'offrir un service de soutien et un milieu de vie à des personnes présentant une déficience intellectuelle. Depuis 1981, elle accueille 17 résidants et assistants dans l'une des trois maisons adaptées à leurs besoins. Aussi, grâce aux arts plastiques, elle permet à sa clientèle de s'épanouir et de se réaliser à l'atelier d'art Le Pot-en-ciel.

Actuellement, l'organisme reçoit, via le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), un montant annuel de 389 709 \$, ce qui représente un montant de 62,81 \$ par jour/résidant. Or, la moyenne québécoise est de 67,71 \$, ce qui place l'Arche Beloeil sous la moyenne.

Bien que le PSOC soit régionalisé, les sommes réparties entre les organismes ayant une mission similaire devraient être justes et équitables. L'Arche Saint-Malachie, une organisation comparable, reçoit pour sa part un montant de 598 990 \$ annuellement, soit 91,17 \$ par jour/résidant.

Bien conscients de cet écart, des représentants de l'association provinciale ont d'ailleurs fait des démarches pour vous souligner cette injustice et exiger de rétablir une équité entre les Arches du Québec.

Qu'entend faire la ministre pour s'assurer que les sommes octroyées via le Programme de soutien aux organismes communautaires soient équitables entre les Arches du Québec?

308) M. Nadeau-Dubois (Gouin) – **17 mai 2018**

À la ministre responsable de l'Enseignement supérieur

Le Conseil supérieur de l'éducation (CSÉ) est un organisme important pour notre réseau public d'éducation. Pourtant, depuis près de deux ans, le gouvernement refuse de nommer une personne à la présidence de cet organisme autonome et donc distinct du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Le CSÉ devrait être valorisé par la ministre responsable de l'Enseignement supérieur. Cette valorisation n'a pas été au rendez-vous dans les dernières années.

Est-ce que la ministre responsable de l'Enseignement supérieur s'engage à nommer une personne à la présidence du Conseil supérieur de l'éducation le plus tôt possible?

309) M. Roberge (Chambly) – **5 juin 2018**
Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Encore aujourd'hui, la dysphasie est un mal méconnu. Ce trouble, maintenant appelé trouble développemental du langage, est défini comme un trouble persistant qui affecte la compréhension et l'expression du message verbal. Ceci n'est pas la conséquence d'un manque de stimulation, d'un déficit sensoriel, ni d'une déficience intellectuelle. Ce trouble du langage peut avoir des répercussions dans plusieurs sphères de la vie de l'enfant, notamment au courant de sa scolarisation, puisque ce dernier peine à s'exprimer et à comprendre tout ce qui a trait au langage. Au Québec, on estime que 9,4 % des enfants âgés de 5 ans en sont atteints. De ce nombre, 72 % seront toujours aux prises avec la dysphasie à l'âge de 12 ans. Cela représente plus de 100 000 jeunes Québécois de moins de 19 ans.

Il y a près d'un an et demi, le regroupement Parlons Dysphasie a lancé une pétition sur son site Web dans laquelle il demande au gouvernement du Québec et au ministre de l'Éducation :

- 1) La reconnaissance de la dysphasie comme un véritable trouble de la santé;
- 2) La reconnaissance de tous les dysphasiques, incluant les dysphasiques sans code 34 en milieu scolaire;
- 3) Le développement de services professionnels pour les dysphasiques de plus de 5 ans;
- 4) La mise sur pied d'un réseau national sur la dysphasie et les troubles associés, composé de spécialistes du milieu de l'éducation, de la santé et des services sociaux, en collaboration avec les familles.

Le 18 mai 2017, j'ai remis, au nom de Parlons Dysphasie, une copie de cette pétition comptant 3014 signatures au ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, ainsi que de la documentation relative à celle-ci. Toutefois, en date d'aujourd'hui, ses initiateurs n'ont toujours pas reçu de réponse de la part du ministre de l'Éducation.

Dans l'intervalle, les responsables du regroupement m'ont également exprimé leur souhait de rencontrer le ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, afin de le sensibiliser sur ces enjeux.

- 1) Le ministre peut-il s'engager à fournir, dans des délais rapides, une réponse en bonne et due forme aux responsables de Parlons Dysphasie concernant leur pétition que je lui ai remise en mains propres l'an dernier?
- 2) Le ministre peut-il s'engager à rencontrer les responsables de Parlons Dysphasie afin de se mettre au fait des problématiques auxquelles font face les jeunes atteints de dysphasie ainsi que leur entourage?

310) Mme Fournier (Marie-Victorin) – **6 juin 2018**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Le 17 février 2014, le Protecteur du citoyen a déposé à la Commission de la santé et des services sociaux du Québec un mémoire portant sur les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée. Constatant alors que 11 % des usagers vivant dans un CHSLD public ou privé conventionné étaient âgés de moins de 65 ans, le Protecteur du citoyen mettait en lumière le manque d'informations disponibles sur cette clientèle particulière ainsi que les problèmes d'accessibilité à un milieu de vie adapté aux besoins particuliers de ceux-ci. Deux recommandations étaient alors émises :

S-7 De demander au ministre de la Santé et des Services sociaux d'identifier un acteur institutionnel ou un groupe de recherche reconnu qui pourra établir les profils de la clientèle des personnes de moins de 65 ans hébergées en CHSLD public ou privé conventionné.

S-8 De demander au ministre de la Santé et des Services sociaux de prendre rapidement les moyens requis afin d'adapter l'approche milieu de vie aux profils des personnes de moins de 65 ans hébergées en CHSLD public ou privé conventionné ainsi que l'offre de services disponible à l'aide d'outils comme le plan de services individualisé.

Quatre ans plus tard, un constat s'impose : alors qu'aucune action concrète n'a été effectuée afin de répondre aux recommandations émises en 2014, que les rares ressources d'hébergement pour cette clientèle considérée orpheline peinent à répondre à la demande mais aussi à assurer leur pérennité, des questions se posent :

- Est-ce que des mesures ont été mises en place par le ministère de la Santé et des services sociaux afin de répondre aux recommandations S-7 et S-8 du rapport du Protecteur du citoyen daté du 17 février 2014? Si oui, quelles sont ces mesures?
- Est-ce que des budgets récurrents ont été prévus par le ministère afin de répondre aux recommandations S-7 et S-8 du Protecteur du citoyen? Si oui, quels sont ces montants et comment sont-ils répartis?
- Quel est le plan d'action et l'échéancier du ministère pour répondre spécifiquement aux besoins de cette clientèle particulière devant être hébergée en CHSLD, faute d'un nombre suffisant de ressources d'hébergement subventionnées par le réseau de la santé?
- Selon les plus récentes données disponibles, quel nombre et quel pourcentage de la clientèle vivant dans les CHSLD public et privé conventionné est âgé de moins de 65 ans?
- Selon les plus récentes données disponibles, quel nombre et quel pourcentage des personnes en attente d'une place dans un CHSLD public et privé conventionné est âgé de moins de 65 ans?
- Quel est le nombre estimé par le ministère, et ce par année, de nouveaux cas de jeunes adultes de moins de 65 ans ne pouvant vivre seuls?

311) M. Nadeau-Dubois (Gouin) – **6 juin 2018**
 Au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Considérant que pour plusieurs organismes culturels, les contrats avec le milieu éducatif sont essentiels;

Considérant que le dernier réinvestissement en éducation n'équivaut pas aux nombreuses compressions subies dans les dernières années et que nous pouvons conclure que la marge de manœuvre des commissions scolaires et des écoles a été complètement aplatie en termes d'initiatives éducatives nécessitant des coûts d'opération;

Considérant qu'avec la modification récente apportée à la taxation scolaire, le gouvernement libéral a achevé le travail d'assèchement financier des commissions scolaires en leur interdisant même toute initiative pour trouver d'autres sources de revenus;

Considérant que le recours collectif contre les commissions scolaires concernant les frais chargés aux parents fait en sorte que des organismes culturels et scientifiques voient leurs contrats avec des écoles annuler, car celles-ci ont peur des représailles;

Comment les commissions scolaires et les écoles pourront-elles continuer à favoriser la mise en contact directe et fréquente des élèves du primaire et du secondaire avec des manifestations artistiques du Québec et du monde ou encore à des ateliers scientifiques?

Comment le ministre va-t-il s'assurer que les organismes culturels ou scientifiques ne fassent pas les frais de cette situation? Le ministre est-il en contact avec sa collègue ministre de la Culture sur cet enjeu?

- 312) M. LeBel (Rimouski) – **7 juin 2018**
À la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le projet de Chaleur Terminals au Nouveau-Brunswick a comme objectif de désenclaver le pétrole lourd des sables bitumineux de l'Alberta et de la Saskatchewan pour l'exporter vers l'Europe, l'Inde, l'Asie et les États-Unis, en utilisant la voie ferroviaire du Canadien National (CN) pour traverser le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, jusqu'au Port de Belledune au Nouveau-Brunswick comme point d'exportation. Ainsi, 170 000 barils de pétrole brut transiteront chaque jour entre Calgary et Belledune, ce qui correspond à 240 wagons citernes qui traverseront les villes et les villages du Québec, passant près des écoles, des garderies et des hôpitaux, dans le seul but d'acheminer la matière vers les marchés mondiaux.

Le projet a reçu l'approbation environnementale du Nouveau-Brunswick en juillet 2014 et le promoteur Chaleur Terminals a obtenu le permis pour construire 12 réservoirs de pétrole dans le Port de Belledune. Par ailleurs, le projet n'a jamais été soumis à une réelle étude environnementale sur les conséquences du transport de pétrole par train. En 2015, le groupe citoyen Non à une marée noire dans le Saint-Laurent a déposé une pétition signée par plus de 10 000 personnes qui demandaient que l'Assemblée nationale du Québec s'oppose résolument au passage par train, sur son territoire, de produits pétroliers voués à l'exportation, notamment en raison des risques élevés pour les écosystèmes et la sécurité publique. Nous avons également demandé à plusieurs reprises un BAPE sur le projet, et de nombreuses villes ont voté des résolutions en ce sens, notamment Rimouski et Montréal. La ministre fédérale de l'Environnement, Catherine McKenna, a également été interpellée par les groupes environnementaux et plusieurs municipalités, dont Rimouski, pour que le projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale.

Jusqu'à maintenant, les deux paliers gouvernementaux ont refusé d'agir dans le dossier. Pourtant, les communautés continuent d'être préoccupées par les impacts potentiels des matières dangereuses. À la suite de l'accident de Lac-Mégantic, le Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) n'a rien montré de rassurant sur la question de la surveillance, et les déraillements de train continuent d'être nombreux au Canada. De plus, l'impact environnemental d'une possible tragédie pourrait être important pour les écosystèmes, notamment le long des rivières à saumon de Matapédia et de Restigouche.

Bien que la construction du terminal pétrolier ne semble pas être commencée, en raison des conditions du marché, nous savons qu'au moment où le promoteur entreprendra les travaux, il sera difficile d'imposer une réelle étude environnementale, puisque les permis de construction auront déjà été émis.

Mes questions sont les suivantes :

Est-ce possible d'avoir un état de situation à jour sur le projet de Chaleur Terminals au Nouveau-Brunswick?

Est-ce que l'entente avec le Canadien National est toujours sur la table?

Est-ce que le gouvernement du Québec est préoccupé par la sécurité des communautés et par les conséquences qu'il pourrait y avoir sur l'environnement, et comment compte-t-il encadrer ce projet de transport par train, considérant que le CN ne fait pas très bonne figure en matière de maintien et de contrôle de son transport sur rail?

313) M. Khadir (Mercier) – **13 juin 2018**
Au ministre de la Famille

Le 28 août 2015, un courriel du ministère déclencha un processus où plusieurs largesses interprétatives menèrent à un traitement inéquitable d'accès aux places à contribution réduite (PCR) pour les demandeurs d'asile, normalement inadmissibles. L'interprétation transmise par le ministère mena plusieurs services de garde à l'inscription des enfants de demandeurs d'asile avec un permis de travail temporaire. Le ministère a clarifié ce flou en date du 10 janvier 2018 en réitérant le règlement en vigueur, en recommandant d'honorer les ententes de service déjà conclues jusqu'à la fin, sans toutefois les renouveler ni signer de nouveaux contrats. Plusieurs de ces ententes prenant fin le 31 août prochain, plusieurs enfants perdront cet accès à un environnement éducatif. Les nouvelles demandes seront refusées et l'inéquité de cet accès perdurera.

En vertu des conventions internationales sur les droits des enfants auxquelles nous sommes liés, il va sans dire qu'un panier de service minimal – bien qu'offrant un accès à l'aide sociale, aux services de santé et au réseau scolaire – ne saurait être complet sans l'apport des services de garde éducatifs, ceux-ci permettant d'assurer que la scolarisation ne soit ni retardée ni compromise, tout en favorisant le développement global de l'enfant et en brisant l'isolement social.

Compte tenu de l'importance de la mission de ces services pour la conciliation travail-famille, de l'apprentissage de la langue française, de la promotion des valeurs de vivre ensemble et de diversité culturelle, le gouvernement du Québec s'engage-t-il à modifier l'article 3 du Règlement sur la contribution réduite (S-4.1.1, r. 1) afin de rendre admissibles aux PCR, les demandeurs d'asile disposant d'un permis de travail temporaire?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa)** Loi visant à obliger les établissements d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire à adopter des pratiques de gestion des cas d'anaphylaxie – *députée d'Hochelaga-Maisonneuve.*
- bb)** Loi visant à faciliter la communication de renseignements médicaux au bénéfice des personnes adoptées ou issues d'une technique de procréation assistée – *député de Borduas.*
- cc)** Motion inscrite par le leader de l'opposition officielle en vertu des articles 315 à 321 du Règlement :

QU'en vertu des articles 315 à 321 du Règlement de l'Assemblée nationale, l'Assemblée statue sur la conduite de la députée de Notre-Dame-de-Grâce et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, qui aurait commis un outrage au Parlement en dévoilant le contenu du projet de loi n° 179, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, avant sa présentation à l'Assemblée;

QU'en conséquence, l'Assemblée statue sur la faute reprochée en se prononçant sur le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale après que celle-ci aura fait enquête de plein droit.